

nom de la couronne qu'en son propre nom ; mais aucune cour de commissaires n'a juridiction en telles matières. S'il n'a pas été établi d'autres dispositions pour l'emploi de telle pénalité,—moitié en appartient à la couronne et moitié à la partie privée poursuivant, s'il en existe, et s'il n'y en a pas, la totalité en appartient à la couronne.

Emploi des pénalités.

8. Tous droits, pénalités, sommes d'argent, ou produits de confiscations accordés à la couronne en vertu de quelque acte, forment partie des fonds généraux de cette province, s'il n'existe pas de disposition contraire, et il en sera rendu compte et disposé en conséquence.

Pénalités, etc., forment partie des fonds généraux.

9. Lorsqu'un acte prescrit l'emprisonnement d'une personne, tel emprisonnement, s'il n'est pas fixé d'autre place par la loi, a lieu dans la prison commune de la localité où l'ordre d'emprisonnement a été donné ; ou, s'il n'y a pas de prison dans cet endroit, dans la prison commune la plus voisine de cette localité.

Lieu des emprisonnements.

10. Le code civil du Bas-Canada et le code de procédure civile du Bas-Canada, tels qu'imprimés avant l'Union par l'imprimeur de la reine de la ci-devant province du Canada, ont été, et sont en force de loi dans cette province ; et nul acte ou nulle disposition de la législature en aucune manière aura force à l'encontre de quelque article de l'un ou de l'autre des dits codes, à moins que tel article n'ait été spécialement désigné dans tel acte.

Code civil et code de procédure civile font loi tels qu'imprimés et ne peuvent être affectés sans mention expresse des articles.

11. Lorsque quelques-unes des dispositions d'une loi sont rappelées et que d'autres y sont substituées, les dispositions rappelées demeurent en opération, jusqu'à ce que les dispositions substituées viennent en force d'après la loi d'abrogation.

Effet des dispositions d'abrogation.

12. Tous actes, procédés, faits ou commencés, ou toutes choses faites ou commencées, et tous droits acquis en vertu de toute disposition d'une loi, peuvent être continués, complétés, mis à exécution et exercés en vertu de cette même disposition, nonobstant toute telle abrogation, à moins que la loi qui les abroge n'y pourvoie autrement.

Choses commencées peuvent être complétées nonobstant abrogation.

13. Le présent acte pourra être cité comme "l'Acte d'Interprétation de Québec."

Titre abrégé.

CAP. VIII.

Acte concernant l'organisation du Service Civil.

[Sanctionné le 24 Février, 1868]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il est déclaré que le chapitre onze des statuts refondus du Canada ne s'applique pas au service civil de cette province, et toute cette partie de ce statut qui pourrait être censée s'y appliquer est abrogée.

Abrogation partielle du ch. 11 des stat. ref. du Canada.

Quels départements composent le service civil.

2. Les départements ci-après nommés composeront le service civil de cette province.

1. Le département du conseil exécutif ;
2. Le département du secrétaire et registraire de la province ;
3. Le département des officiers en loi de la couronne ;
4. Le département du trésor de la province ;
5. Le département des terres de la couronne ;
6. Le département de l'agriculture et des travaux publics ;
7. Le ministère de l'instruction publique.

Nomination d'un bureau d'examineurs.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera de temps à autre parmi les fonctionnaires dont les charges sont ci-après mentionnées pas moins de cinq d'entre eux qui formeront un bureau d'examineurs pour le service civil ; et les fonctionnaires ci-après nommés seront connus ci-après sous le nom de "sous-chefs" de leurs départements respectifs et ils ne seront point compris dans cet acte ni dans aucun autre acte sous le nom "d'employés" et lorsqu'il y aura deux sous-chefs dans le même département, ils seront désignés sous le nom de sous-chefs conjoints ou de premier ou second sous-chef selon le cas, savoir :

1. Le greffier du conseil exécutif ;
2. L'assistant-secrétaire de la province ;
3. L'assistant des officiers en loi de la couronne ;
4. L'assistant-trésorier de la province ;
5. L'auditeur des comptes de la province ;
6. L'assistant-commissaire des terres de la couronne ;
7. L'assistant-commissaire de l'agriculture et des travaux publics ;
8. Le secrétaire du ministère de l'instruction publique ;
9. L'assistant-secrétaire du ministère de l'instruction publique ;
10. Le député-registraire de la province.

Quand il n'y a pas de ministre d'instruction publique le département de l'éducation peut faire ou ne pas faire partie du service civil.

4. Lorsqu'il n'y aura point de ministre de l'instruction publique mais un surintendant de l'éducation, le département de l'instruction publique ou bureau de l'éducation pourra faire ou ne point faire partie du service civil, et le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos qu'il en fasse partie, sur la recommandation du surintendant de l'éducation, décidera quels seront les fonctionnaires de ce département qui seront censés compris dans la clause précédente de cet acte.

Qui présidera le bureau des examinateurs.

5. Le plus ancien par la date de sa commission, ou par la date d'une autre commission du même rang ou d'un rang supérieur tenue antérieurement à sa charge actuelle, ou en cas d'égalité sous ce rapport, le plus âgé des deux officiers dont la commission sera de la même date, présidera le bureau des examinateurs.

Devoirs du bureau.

6. Il sera du devoir du dit bureau : 1. De dresser et promulguer les réglemens à être observés par les aspirants désirant être employés dans le service civil de la province de Québec, ces réglemens devant être au préalable approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

2. D'examiner tous aspirants qui pourront se présenter conformément aux règlements du bureau ou à tels autres règlements qui pourront être faits par le lieutenant-gouverneur en conseil;

3. De tenir un registre des aspirants à l'examen, tel registre devant indiquer le nom, l'âge, le lieu de la naissance et la résidence de chaque aspirant, et le résultat de son examen, mentionnant la branche particulière du service civil s'il en est, pour laquelle tout aspirant subissant son examen, pourra dans l'opinion des examinateurs, avoir manifesté une aptitude spéciale;

4. D'accorder des certificats de capacité aux aspirants dont l'examen, quant à leur aptitude et les certificats, quant à leur caractère moral ont été trouvés satisfaisants;

5. De faire transmettre au greffier du conseil exécutif avec toute la diligence convenable, copie des minutes de chaque délibération du bureau, ces minutes devant être certifiées par le président.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixera les jours et le lieu où se tiendront les séances du bureau pour les examens, et il en sera donné avis dans la gazette officielle.

Jours et lieu
des séances.

8. Tout candidat devra transmettre au moins huit jours avant l'examen, une demande d'admission à l'examen, et les candidats seront examinés dans l'ordre de la date de leur demande; mais ceux qui seront porteurs d'un diplôme d'une des universités incorporées de cette province, ou d'une des écoles normales de cette province, auront préséance sur les autres candidats.

Candidats de-
vront demander
l'examen; ordre
dans lequel ils
seront exami-
nés.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil fera un règlement divisant les employés du service civil en plusieurs classes, fixant le maximum et le minimum du salaire de chaque classe, et les règles concernant l'augmentation des salaires à proportion du nombre d'années de service dans chaque classe, et la promotion des employés d'une classe à l'autre; ainsi qu'une division correspondante des certificats à être accordés par le bureau des examinateurs.

Règlements
pour diviser les
employés en
classes et régler
leurs salaires et
leur promotion.

10. Après la passation du présent acte, personne ne sera nommé à un emploi permanent dans le service civil de cette province s'il n'est porteur d'un certificat du bureau d'examen; mais il ne sera pas absolument nécessaire que la classe du certificat corresponde à la classe du service.

Nul ne sera
employé sans
certificat.

11. Dans les six mois qui suivront la passation de cet acte, tous les employés du service civil, à l'exception de ceux qui sont déjà munis d'un certificat du bureau d'examen du service civil de la ci-devant province du Canada, ou qui ont fait partie pendant plus d'un an d'un des départements du service civil de la dite province, ou du bureau de l'éducation, subiront l'examen en vertu du présent acte.

Employés de-
vront subir un
examen.

12. Immédiatement après la passation du présent acte, les sous-chefs des départements et tous les employés du service civil prêteront devant le greffier du conseil exécutif, le ser-

Sous-chefs et
employés de-
vront prêter
serments.

ment d'allégeance et celui qui est contenu dans la cédule A de cet acte, et le greffier du conseil exécutif tiendra un registre de ces serments ; et tout sous-chef ou employé qui sera nommé à l'avenir, avant d'entrer en fonction, prêtera les mêmes serments, et les mêmes serments pourront être exigés par tout chef de département, de tout employé nommé temporairement.

Destitution
faute des ser-
ments.

13. Tout sous-chef de département ou employé qui manquera ou contreviendra aux dits serments sera immédiatement destitué.

Bureau pourra
régler la disci-
pline du service
civil.

14. Le bureau d'examen sera aussi un conseil de discipline pour le service civil, et pourra faire rapport au secrétaire de la province des projets de règlement pour la régie intérieure des départements, et le secrétaire de la province soumettra, s'il le juge à propos, les dits projets de règlement à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et lorsqu'ils auront été approuvés, ils auront force de loi.

On pourra exi-
ger des sous-
chefs et em-
ployés un plus
fort cautionne-
ment.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi de temps à autre fixer le montant et la nature des cautionnements qui devront être donnés par les sous-chefs et les employés du service civil en sus de ceux déjà prescrits par la loi.

Procédés du
bureau sur
plainte portée
contre un em-
ployé.

16. Lorsqu'il aura reçu copie d'un ordre en conseil lui enjoignant de s'enquérir de la conduite d'un employé du service civil, le bureau d'examen agissant comme conseil de discipline, devra s'enquérir de la conduite de cet employé et de toutes les plaintes qui auront été portées contre lui, et aura le pouvoir d'interroger des témoins, et de nommer un ou plusieurs commissaires pour examiner tels employés ou témoins, et telle enquête en cas d'urgence, pourra avoir lieu sur un ordre de renvoi du membre du conseil exécutif à la tête du département dont l'employé fait partie.

Sauf le droit du
lieut.-gouv. de
destituer.

17. Rien de contenu dans cet acte n'empêchera le lieutenant-gouverneur de destituer aucun employé lorsqu'il le jugera convenable.

Nom du bu-
reau.

18. Le bureau d'examen et conseil de discipline sera connu et désigné sous le nom de "Bureau du Service Civil."

Allouance pour
dépenses du
bureau.

19. Il sera alloué de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil une somme suffisante pour les dépenses contingentes du dit bureau et le président du dit bureau devra en rendre compte au trésorier de la province.

Employés d'un
département
peuvent être
appelés à ser-
vir dans un
autre.

20. Lorsque les employés d'un département ne pourront expédier avec toute la diligence requise, pour le service public, la besogne qui leur est confiée, le sous-chef du département pourra s'entendre avec aucun des sous-chefs des autres départements pour avoir temporairement les services de tel nombre d'employés qui sera requis, et tels employés devront prêter leurs services sans augmentation d'appointements.

Titre abrégé.

21. Cet acte sera connu sous le titre de : "Acte du Service Civil."

CÉDULE A.

Je, A. B. jure que je remplirai fidèlement les devoirs qui me sont dévolus par ma nomination comme Serment.

et que je ne demanderai, ni ne recevrai aucunes sommes de deniers, services, valeurs ou choses quelconques, soit directement ou indirectement en retour de ce que j'ai fait ou pourrai faire dans l'exécution d'aucun des devoirs de ma dite charge, à part de mon salaire ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil:—Ainsi que Dieu me soit en aide.

CAP. IX.

Acte concernant le Département du Trésor, et les revenus, dépenses et comptes publics.

[Sanctionné le 24 Février, 1868.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

PRÉLIMINAIRES.—INTERPRÉTATION.

1. Les mots "revenu public," ou "revenu," ou "deniers publics," signifient tous les revenus et deniers publics de quelque source qu'ils proviennent, soit que ces revenus et deniers appartiennent à la province, ou soient gardés par la province, ou soient perçus et gardés en mains par des officiers de la province pour, ou au compte de, ou en fidéi-com-mis pour quelqu'autre province formant partie de la Puissance, ou pour la Puissance, ou pour le gouvernement impérial, ou pour aucune autre partie.

Sens des mots
"revenu pu-
blic," "reve-
nu," "deniers
publics,"

2. Les mots "officier du revenu" signifient toutes personnes employées à la perception, administration, ou à la comptabilité du revenu, ou à mettre à effet toutes les lois qui s'y appliquent, ou à empêcher toutes infractions à ces mêmes lois; et, pour tout ce qui se rattache à la comptabilité et à la remise de ces revenus, ces mêmes mots comprennent toute personne qui, soit avant ou depuis l'Union, a perçu quelques deniers publics, ou à qui ils ont été confiés, que cette personne ait été, ou non, régulièrement employée pour cet objet.

Et "officier du
revenu."

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU.

3. Tous revenus, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et sur lesquels la législature de cette province a droit d'appropriation, formeront un fonds consolidé du revenu, qui sera approprié au service public de la province.

Formation d'un
fonds consolidé
du revenu.

4. Le dit fonds consolidé du revenu sera permanemment chargé de tous les frais, charges et dépenses occasionnés pour la collection, régie et perception d'icelui; tels frais, charges et dépenses devant être néanmoins sujets à audition, et à l'examen et au vote de la législature.

Fonds sera
chargé de ses
dépenses, sujet-
tes à audition.